FEDERATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT



KEMPSTON BEDS. ANGLETERRE

DONNEES ET CHIFFRES SUR LES DICTATURES

PARAIT EN FRANÇAIS, ANGLAIS, ALLEMAND, NEERLANDAIS, SUEDOIS, ESPAGNOL ET ESPERANTO

PRIERE DE REPRODUIRE EN MENTIONNANT LA SOURCE (I.T.F.)

No.16 8ème année

le 24 août 1940.

La croix gammée apporte des avilissements des salaires, du chômage et la faim.

Tout autour de l'Allemagne, une série de peuples opprimés mau-

dissent le régime nazi qui n'apporte que faim et misère.

En Belgique le chômage s'accentue dans des proportions effroyables. En juillet 1939 le nombre des chômeurs inscrits était de
173.000 et pendant aucun mois de l'année passée ce chiffre ne dépassa
les 222.000; au début de juillet 1940 toutefois, après deux mois de
régime de la croix gammée, l'Office de placement bruxellois indique
un nombre de 387.931 chômeurs enregistrés, ainsi que nous le communique
le "Frankfurter Zeitung". On suppose cependant qu'après le retour en
Belgique des réfugiés et des militaires démobilisés, le nombre des sanstravail dépassera de beaucoup le million et que le chiffre actuel est travail dépassera de beaucoup le million et que le chiffre actuel est de 500.000, dont 100.000 à Anvers, 60.000 dans la province du Brabant, 80.000 en Flandre occidentale, 80.000 en Flandre orientale, 50.000 dans la province de Liége, 70.000 dans le Hainaut et 10.000 dans le hassin houiller du Limbourg. Sur cinq belges adultes, un est sans travail!

On comprendra que dans un pays où il y a un chômeur sur cinq habitants adultes, la consommation baisse. Les conquérants nazis veulent toutefois imposer des rations de famine également à ceux qui travaillent encore. La Belgique en était toujours réduite à importer des vivres d'outre-mer. L'occupation du pays a rendu ces importations impos-sibles et, attendu que le système des transports allemands n'est pas

mis au service d'importation de vivres du sud-est de l'Europe, à côté du chômage, c'est le spectre de la faim qui menace la Belgique.

En <u>Hollande</u> la situation n'est guère autre. Une partie considérable des grands stocks de vivres, établis pour le gouvernement néerlandais comme une réserve en cas de besoin, ont été consomnés par les troupes allemandes ou bien envoyés en Allemagne. En été 1939 le gouvernement hollandais avait fait mettre beaucoup de viande en conserve, viande qui fut pendant l'hiver distribuée aux chômeurs et chômeurs partiels contre paiement d'une somme modi ue. C'était là pour bien des chômeurs l'unique viande qu'ils pussent s'acheter. Or, cette année, les Nazis ont accaparé la viande des chômeurs. L'occupation de la Hollande par les troupes allemandes a sevré ce pays des importations de fourrege d'outre par dont l'élevage hollandais ne neut pas se passon fourrage d'outre-mer dont l'élevage hollandais ne peut pas se passer. Théoriquement certes, l'Allemagne pourrait procurer aux Hollandais du fourrage prevenant du sud-est de l'Europe mais les Allemands ne mettent pas leurs moyens de transport au service de ce genre de marchandises. C'est pourquoi les autorités allemandes ont ordonné l'abattage sur une vaste échelle du cheptel hollandais. La viande provenant de ces tages massifs n'est cependant pas mise à la disposition des Hollandais, plus spécialement des chômeurs hollandais, mais elle est, selon les dé-clarations du hobereau mecklembourgeois, le comte Grote, nommé dictateur de l'agriculture hollandaise, achetée par l'Allemagne. Afin qu'il n'y ait pas le moindre équivoque quant aux projets allemands, ce Junker crut bon d'ajouter: "il faut que le peuple hollandais adapte son alimentation aux conditions existantes":

Aux conditions créées par les Allemands.....

Berlin a l'impudence de déclarer que les Etats a parope occidentale sont responsables de la pénurie qui règne maintenant dans leur pays. Le "Deutsches Nachrichtenbüro" écrit le 12 juillet: Comme on sait, les gouvernements des Etats occidentaux avaient pris des précautions tout à fait insuffisantes pour le cas d'une évacuation ou d'une occupation de leurs pays"....

Les généraux de Hitler pillent la (I.T.F.) S'ils sont indifférents au Belgique et la Hollande.

Sort des populations, les militaires allemands pensent d'autant mieux à se soigner eux-mêmes: les généraux de Hitler mettent la Hollande et la Pelgique littéralement à sac. Dans ces deux pays, les autorités d'occupation payent les marchandises et les services fournis non pas avec des marks, des francs ou des florins mais avec des "bons du Trésor public" (Reichskreditkassenscheine). Une ordonnance allemande du mois de mai fixa le cours des marks de ces bons, en Pelgique à 10 francs belges, en Hollande à 67 cents. A présent, le Commissaire pour les régions néerlandaises occupées et le Commandement allemand à Bruxelles ont revalorisé les "marks de l'armée". En Belgique un mark d'armée vaut brusquement 12 francs 50 et en Hollande il a été fixé à 75 cents, en d'autres mots, il faut à présent que les Hollandais fournissent pour un mark, 12% de plus de marchandises et les Belges même 25% de plus! Vu que les industriels reçoivent aussi leurs paiements en cette sorte de monnaie, les autorités militaires allemandes encouragent ainsi les employeurs à retrouver leurs pertes sur les salaires de leurs ouvriers.

Des jeunes Hollandais entre 16 et 18 ans ont été envoyés en Allemagne comme "volontaires" pour y travailler à la moisson.

Des nouvelles de Norvège nous apprennent que dans ce pays le chômage va en croissant et que les salaires ont ultérieurement été réduits. Les Nazis ont privé bien des pêcheurs norvégiens de leurs bateaux de peche, et à ceux qui ont encore leur embarcation, ils n'accordent que bien peu de carburant. On prend aux paysans leurs chevaux. Les industries d'exportation se voient contraintes de licencier du personnel, nombre d'entreprises ne recevant qu'insuffisamment de charbon et de matières premières. Dans bien des entreprises ainsi frappées, les salaires des ouvriers ont été réduits en vertu d'une ordonnance du "Conseil d'administration pour les territoires norvégiens occupés. Dans quelques districts cependant, les Nazis ont la plus grande peine à recruter le nombre voulu d'ouvriers pour la construction de leurs aérodrômes et de leurs routes d'importance stratégique. Pour ces travaux de terrassement, ils ont dû majorer les salaires.

Au Danemark, les prix des denrées alimentaires ont considérablement monté. Suivant l'échelle mobile en vigueur, le salaire hebdomadaire d'un ouvrier faisant des semaines complètes, aurait dû être relevé de 6,12 couronnes, mais la situation difficile cù se trouve le pays à la suite de l'occupation, a obligé le Parlement danois à interdire ce supplément de salaire; le niveau de vie de l'ouvrier a donc été

avili en conséquence.

Des chômeurs danois que la misère avait poussés à accepter du travail dans le Reich, nourrissaient l'illusion: "Si je tombe par

-97-

trop mal en Allemagne, je pourrai toujours rentrer au pays". Or, officiellement le Danemark n'est pas un pays occupé ni un pays conquis et des garnisons allemandes n'y ont été envoyées que pour "protégor" le pays. Néanmoins, les ouvriers danois ont été privés du "refuge dans la patrie". La police frontalière danoise a reçu l'ordre de ne laisser rentrer au Danemark que les ouvriers en possession d'un permis de vacances ou d'un certificat de licenciement établi par leur employeur allemand.

La police de frontière renvoie impitoyablement les Danois dont

le Keich a besoin.

Les organisations currières sous (I.T.F.) Dans aucun des pays occupés la domination des Nazis.

par les Allemands, les syndicats ouvriers n'ont été dissous; les autorités d'occupation tâchent au contraire, de mettre l'appareil syndical au service de leurs propres desseins. Ils exigent donc des Centrales syndicales au moins une "mise au pas pour la forme". Dans les pays "libres", comme le Danemark et la France non occupée, ils demandent davantage. Les gouvernements "indépendants" de Vichy et de Copenhague doivent accentuer la mise au pas. Les agences de presse allemandes apponcent qu'en France la mise au pas. Les agences de presse allemandes annoncent qu'en France et au Danemark les Centrales syndicales ont formellement renoncé au principe de la lutte des classes. En France Léon Jouhaux, le secrétaire général de la C.G.T., a démissionné; une commission composée des syndica-listes Buisson, Bothereau, Chevalme et Lacoste a mission de préparer le revirement idéologique de la C.G.T. En Norvège les Nazis ont placé les syndicats sous un contrôle très sévère; aucun permanent syndical ne peut plus disposer de plus de 500 couronnes sans autorisation spéciale. Dans tous les pays, les organisations syndicales relèvent des instructions des autorités d'occupation.

Dans le territoire occupé de Tchécoslovaquie, les Nazis ont entamé la mise au pas des coopératives de consommation. Au pays des Sudètes incorporé au Reich, les connératives avaient déjà été disseutes avant le commencement de la guerre. Dans le protocturat on a procédé de manière plus circonspecte; 15 coopératives des plus importantes ont à présent été placées sous un Commissaire nazi, en attendant de les égorger com-

plètement.

(Discours du comte Grote du 5 juillet; discours radiodiffusé du chef du sorvice de la reconstruction nationale du 13 août; voir aussi "Fascisme" du 15 juin 1940.)

Paris--menacés des pires privations--

90.000 kilos de lait condensé et de lait en poudre.

Ce lait n'est cependant pas distribué par des autorités américaines mais par des organisations nazies qui exploitent ce geste de l'Amérique au profit de leur propagande. (Emission de la radio Hilversum; 14 août 1940.)

Des ouvriers hollandais se refusent (I.T.F.) Par la mise au pas de la à être "mis au pas". ----- presse ouvrière hollandaise et de l'association ouvrière d'amateurs

de la radio, les Nazis n'ont pas pu gagner à leur cause les ouvriers hollandais. Les journaux ouvriers perdent beaucoup de leurs lecteurs. Dans un discours fait devant le microphone, le directeur administratif de la "Presse ouvrière" se plaignit de ce que "nombre de ceux qui jusqu'à récemment étaient encore de fidèles lecteurs ont dénoncé leur abonnement. Ils nous ont tourné le dos".

Le Comité de l'Association ouvrière d'amateurs de la radio, la VARA, s'est plaint, lui aussi, de la perte de bien des membres.

Prisonniers de guerre des Nazis. (I.T.F.) Donnant suite à une invitation du Commissaire au Travail de Hambourg, des journalistes nazis ont parcouru la province de Mecklenbourg afin de se faire une idée de la manière dont les Nazis traitent leurs prisonniers de guerre. Nous reproduisons le passage suivant de l'article d'un de ces journalistes: " Des prisonniers de guerre polonais travaillant dans des usines et sur des propriétés rurales, ne reçoivent qu'un

modique argent de poche pour lequel les gardiens peuvent leur acheter certains objets." Des prisonniers français travaillent souvent comme ouvriers apécialistes. Dans un port de la Baltique, des Français sont occupés comme dockers. Quant à leur rémunération, le journaliste nazi observe un silence complet à ce sujet.

Au lieu de cela, il s'étend --et avec une visible satisfaction-- en commentaires sur ce qu'il a vu dans les camps des prisonniers. Il y a vu des soldats coloniaux manger de l'herbe pour assouvir leur faim. Les prisonniers affamés amusent le noble Germain: "C'est amusant" écrit-il "de

les voir se mettre à manger de l'herbe..."

Les prisonniers de France servent d'une autre manière à l'amusement des Nazis. Un camp de prisonniers a été installé tout près d'un aérodrome. Lorsque les pilotes nazis montent et passent si bas au-dessus des têtes des prisonniers que ceux-ci se jettent à terre en poussant des cris d'effroi, ils considèrent que c'est là une excellente plaisanterie. "Quelque part au Mecklembourg chaleur d'après-midi d'une journée de juillet sans nua-ges, baraquements bondés de gens fraichement venus du front. Une escadrille de chasseurs passe à peu de mètres au-dessus du Lehmberg (où se trouve le camp). Des cris pergants et tous se hettent pêle-mêle à terre..."

Des journaux allemands ont publié cette description comme un document illustrant l'habileté des Allemands.

(Les textes auxquels nous nous référons ont paru entre le 7 et le 15 juillet 1940.)

Officiers allemands à Paris. (I.T.F.) La station Radio-Paris qui se trou-ve à présent sous le contrôle allemand, s'élève avec indignation contre le bruit selon lequel les officiers allemands auraient amené leurs femmes à Paris pour y acheter des robes, des dessous en soie, des bas etc. Le poste français déclare de manière formelle qu'à Paris les officiers allemands n'étaient pas avec leurs femmes.

Les postes allemands ont passé sous silence cette communication qui

en dit long.... (Radio-Paris, 8 août 1940)

(I.T.F.) Le Grand-Duché du Luxembourg avait <u>La situation des ouvriers</u> une union douanière avec la Belgique. Le coût luxembourgeois. ----de la vie y était sensiblement inférieur à ce-lui de l'Allemagne. Le pain par exemple, coûtait en avril à Luxembourg 2,39 francs, c'est-à-dire 24 pfennigs selon le cours du change actuel: à Aix-la-Chapelle, tout voisin, le pain coûtait 40 pfennigs. A Luxembourg, le prix du lard était de 10,09 francs (1,01 mark), alors qu'à Aix-la-Chapelle le lard coûtait 2,20 marks. A Luxembourg, le prix d'un litre de lait équivalait à 16 pfennigs; à Aix-la-Chapelle il était de 22 pfennigs. Le prix du sucre était de respectivement 38 et 76 pfennigs dans les deux villes. Le 15 août, les Nazis ont aboli l'union douanière belgo-luxembourla zone douanière allemande. Très geoise et incorporé le Luxembourg à rapidement, le coût de la vie au Luxembourg s'assimilera au niveau du Reich. Les Nazis ne permettront guère un rajustement des salaires: les ouvriers luxembourgeois doivent travailler à bon compte pour Hitler.

(I.T.F.) L'attaché à l'Ambassade d'Italie à Berlin a été décoré par Hitler de l'in-<u>Un marchand d'esclaves décoré</u>. signe d'honneur du Westwall, à titre de remerciement pour les services rendus par lui dans la déportation d'ouvriers italiens en Allemagne. Cette distinction est conférée à des ouvriers ayant travaillé avec un zêle particulier aux travaux de fortification à l'Ouest.

(I.T.F.) Les premières semaines de Les accidents augmentent en Italie. guerre ont accusé en Italie une augmentation sensible du nombre d'accidents dans les usines. Or, les basses rentes de l'assurance-accidents permettent à peine de vivre, surtout depuis la hausse considérable du coût de lavie. C'est pourquoi Mussolini s'est vu contraint "dans l'intérêt de l'Etat", afin de calmer les esprits des ouvriers des industriesde guerre, de prométtre des rentes plus élevées aux accidentés atteints d'invalidité permanente.

Les mouvements de résistance en Allemagne.

Les succès militaires n'ont pas, comme les Nazis l'avaient espéré, grisé d'enthousiasme le peuple allemand. Les renseignements que laisse passer la censure allemande font même voir que la résistance contre



l'exploitation et l'aversion contre l'incessante propagande nazie n'ont pas disparu.

(I.T.F.) Depuis le début de la guer-La résistance des ouvrières allemandes re déjà, les femmes allemandes cherchent à résister au rhytme de travail forcé qu'on veut leur imposer. Lors du déclenchement des hostilités, les Nazis avaient aboli les dispositions de la législation deciple matériale parties. la législathon sociale protégeant les femmes mais, après dix semaines de g guerre le recul du rendement dû aux nombreux cas de maladie et aux absences arbitraires, les ont obligé à réduire de nouveau les heures de travail des femmes à "dix heures en général", une journée de lo heures apportant à peine plus de rendement qu'une journée de 8 heures (selon la déclaration de M. Neitzel un haut fonctionnaire au ministère du Travail)

de M. Neitzel, un haut fonctionnaire au ministère du Travail).

Les tentatives pour enthousiasmer les femmes pour la guerre de Hitler ayant échoué, le ministre du Travail recommanda en mars aux entreprises de céder devant la pression de leurs ouvrières et d'accorder aux femmes mariées un jour de congé à intervalles réguliers afin que les absences arbitraires cessent. Relativement d'entreprises toutefois ont fait pareille

Les ouvrières ne cédèrent pas. Cinq mois plus tard les fonctionnaires de l'Inspection du travail durent constater que la production des ouvrières avait baissé de 8%, et que l'on pourrait donc tout aussi bien accorder aux femmes un demi-jour de congé par semaine. Le ministre du Travail donna les instructions voulues. Il ne veut cependant accorder ce demi-jour de congé qu'aux ouvrières qui doivent dans leur propre ménage s'occuper d'enfants de moins de 14 ans. Les autres n'ont qu'à se passer de loisirs ou, comme jusqu'ici, se les prendre.

Malgré tout, les Allemands écoutent (I.T.F.) On sait qu'en Allemagne des sanctions sévères sont prévues pour la radio de l'étranger.---l'écoute d'émissions radióphoniques de l'étranger, fût-ce même des émissions italiennes en langue allemande. Malgré cela des milliers d'appareils sont un jour après l'autre réglés en Allemagne sur la longueur d'ondes d'un poste étranger. La publication dans la presse de punitions extrêmement sévères semble manquer son but. Les récents jugements font en effet reconnaître que les tentatives d'intimidation ont échoué.

Le tribunal spécial d'Essen vient par exemple de condamner à trois années de travaux forcés un ouvrier qui, dans le foyer des célibataires des établissements Stinnes à Gladback, "avait à plusieurs reprises mis au point l'appareil de T.S.F. dans la salle à manger commune pour l'écoute d'émissions étrangères en langue allemande et, étant seul dans le réfectoire, avait aussi souvent écouté des émissions étrangères et raconté à

ses co-habitants ce qu'il avait entendu".

Fut également condamné à trois années de travaux forcés un homme qui "afin de pouvoir écouter avec succès des émissions étrangères, avait lui-même construit un appareil et, à l'aide de celui-ci, régulièrement écouté des postes étrangers." Aux avertissements de sa famille, il avait répondu "qu'il était encore maître chez lui". -Il avait oublié qu'en Allemagne, c'est la Gestapo qui est le maître partout.

But de guerre des Nazis: Europe asservie.

(I.T.F.) Hitler a fait connaître le but de guerre des Nazis; il veut une Europe asservie. Les pays d'Europe seront réunis en un bloc économique, sous la direction du Reich (Frankfurter Zeitung, 4 août 1940.) Dans la zone européenne, Berlin réglera les salaires, les prix et les conditions de travail. Les échanges de marchandises entre les différents pays se régleront au moyen d'un système de compensation. Le siège du centre de compensation sera établi à Berlin. "Seraient affiliés au centre de compensation tous les pays étant admis dans le nouvel ordre européen et entre-tenant avec l'Allemagne des relations de bon voisinage sur le terrain po-litique et économique l'ainsi nous dit le "Deutsche Allgemeine Zeitung" et ajoute: "Il est vrai que ce système doit être basé sur une économie di-rigée par l'Etat, allant de pair avec un système central de contrôle des salaires et des prix."

L'Europe protectorat des Nazis! Politique des salaires dans toute l'Europe suivant les désirs nazis! Ce que cela signifierait pour les

ouvriers d'Europe non allemands, les ouvriers tchèques, danois et polonais le savent! Pour les ouvriers allemands toutefois, la domination de la croix gammée sur l'Europe signifierait une misère permanente. Si les Etats européens doivent fournir à l'Allemagne des marchandises selon un système de compensation, il faut que l'Allemagne puisse
importer dans ces pays les quantités voulues de marchandises. Vu cependant qu'il faut pour réprimer des centaines de millions de sujets
assujettis, des millions de soldats et une grande industrie de guerre,
l'Allemagne ne pourra exercer son hégémonie sur l'Europe que si les ouvriers allemands et leurs femmes et enfants peinent pour Hitler. A
l'heure qu'il est déjà, les industriels allemands réclament du travail

L'industrie allemande de l'habillement a dû céder une grande partie de ses ouvrières aux fabriques de munitions. Les industriels pensent cependant avoir en ce moment de bons débouchés dans les pays du sud-est de l'Europe. C'est pourquoi ils demandent que dans de petites villes soient créés des ateliers où des femmes et des jeunes filles non entièrement occupées soient installées. "Ce qui s'applique à l'heure qu'il est pour les industries de guerre, s'appliquera un jour pour l'industrie de l'habillement: les offices de placement devront enregistrer toutes les femmes et les jeunes filles ayant des connaissances de couture et les obliger à travailler dans cette industrie. Si pareille affirmation peut sembler exagérée à l'heure actuelle, celui qui regarde la situation d'un oeil impartial, la trouvera toutefois pleinement justifiée" —ainsi 'crit un porte-parole de l'industrie de l'habillement (dans le "Deutsche Allgemeine Zeitung")

Seule la défaite de Hitler pourra libérer l'Europe de l'escla-

vage!



QUE DIT LA T.S.F.?

Nous faisons suivre ci-après des extraits de quelques discours écoutés à la radio:

Les mineurs belges se dressent contre les mesures nazies - B.B.C. L'Italie à la veille de la guerre - B.B.C.

Les mineurs belges se dressent contre [I.T.F.]"La seule grève qu'il y ait eu en Belgique, depuisl'oc-cupation hitlérienne s'est produite dans un charbonnage du pays de Liége. Les hitlériens avaient imposé une retenue de 29 p.c. sur les salaires, sous prétexte d'une contribution au bien-être ouvrier. Les mineurs refusèrent de supporter cette charge exorbitante. Ils invitèrent leur patron à payer à leur place si aucune autre solution ne pouvait être trouvée. S'étant heurtés à un re-

fus catégorique, ils cessèrent le travail, un jour à midi.

Ennuyé, le patron s'avisa de découvrir qu'il pourrait tout de même accepter la proposition ouvrière s'il était autorisé à hausser le prix de son charbon en conséquence. Il en fit aussitôt la demande à la "Kommandatur" de l'endroit. La réponse ne se fit pas attendre: "Interdit Et si vos ouvriers ne sont pas au travail demain matin, ils seront envoyés en Allemagne, dans des camps de concentration." Ínutile d'ajouter que les mineurs de Liége durent bien s'incliner devant une telle menace.

Ouvriers de Pelgique et de France occupées, cette grève d'un a-

près-midi vous ouvrira les yeux.

Elle montre que les oeuvres d'assistance dont la propagande hitlérienne se vante, c'est vous qui les payez, et vous seuls, au prix d'une
amputation massive d'un salaire déjà insuffisant.

Elle montre que le contrôle des prix dont la propagande hitlérienne se vante, c'est sur votre appauvrissement qu'il repose.

Elle montre surtout que vous n'avez déjà plus le droit de discuter vos conditions de travail, ni d'essayer de les améliorer, parce que vous n'êtes pas des hommes libres.

Elle montre, ouvriers des territoires occupés, où l'on vous mène. Pendant des années, l'intrigue et la trahison ont préparé votre défaite. Pendant des semaines, les bombeset les mitrailleuses vous ont plongés dans l'épouvante. Maintenant, c'est par la propagande et la menace que

l'on essaie d'avoir raison de vous.

On a fait des distributions de vivres, devant les photographes, avec les provisions laissées par les troupes anglaises, mais maintenant on vide vos territoires au profit de l'Allemagne. Les troupes d'occupation ont reçu la consigne de se montrer aimables jusqu'à nouvel ordre, mais on vous ôte toute liberté d'agir. On vous promet le travail et lá prospérité, mais on menace de déportation quiconque ose se plaindre. On 🔾 apporte le nouvel ordre européen, mais pour vous, le nouvel ordre européen, c'est la Gestapo, qui est maintenant installée chez vous et ce sont les camps de concentration.

Ouvriers de Belgique et de France occupées, ne soyez pas dupes de cette propagande, ne vous laissez pas abattre par ces menaces. Sur des terres demeurées libres, des centaines de millions d'hommes se préparent à vous venger et à vous libérer.

Le jour viendra où ceux qui veulent attaquer seront attaqués. Le

jour viendra où ceux qui veulent dominer seront abattus."

Voilà les passages essentiels d'un discours radiodiffusé par la 🕼 B.B.C. à l'intention des ouvriers belges, prononcé par le député socialiste belge Max Buset.

L'Italic à la veille de la guerre (I.T.F.) E. Bateman, un Anglais ayant vécu de longues années en Italie, a raconté au microphone de la B.B.C. ce qui suit sur ses expériences dans l'important port italien de Gênes, à la veille de l'entrée de l'Italie en guerre:

Je me trouvais à Gênes en septembre dernier au moment où le Grand Conseil fasciste prit la décision de ne pas intervenir militairement dans le conflit européen. Tous les Italiens, sauf peut-être quelques

éléments fanatiques et irresponsables, poussèrent un grand soupir de soulagement; les jours précédents en effet on annonçait comme certaine l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Allemagne. Ce sentiment de soulagement ne devait cependant être que temporaire car le ton de la presse italienne laissait nettement entendre que tôt ou tard l'Italie abandonnerait sa neutralité.

Un jour je me trouvais Via Venti Settembre en train d'écouter le radio-journal de 14 heures, parmi un groupe de gens de toute classes sociales. Comme d'habitude la voir de Rome annonçait des nouvelles fantastiques sur des désastres survenus à la flotte anglaise, désastres, s'ils avaient été réels auraient réduit à néant l'entière marine britannique. Les visages des gens qui écoutaient exprimaient tout autre chose que de la joie et pendant que j'observais les auditeurs, quelqu'un qui m'avait reconnu vint à moi et me dit à voix basse: " Dites, y croyezvous à toutes ces histoires que le gouvernement nous raconte? "Avant que j'aie pu répondre ou peut-être parce qu'il pouvait lire ma réponse dans mes yeux, il ajouta: " Moi pas, certes, et la grande majorité des gens non plus. Nous en avons assez de tout cela. Tout le monde a faim et on veut nous faire croire que nous sommes une grande nation. Oui, nous sommes une grande nation, une grande nation de miséreux, de moutons do-ciles et de lâches. La radio ne transmet que les nouvelles allemandes la presse ne fait qu'invectiver contre les Alliés. Tout ce qui vient de Berlin, nous est présenté comme l'Evangile.... Nous savons bien toutefois ce qi nous arriverait si par malchance Hitler devait gagner. Il prendrait tout, y compris l'Italie. Nous, on nous dit de travailler et de nous taire.. Ce ne serait pas encore si mal, si du moins on avait du

Presque tous les Italiens que je rencontrais me disaisatplus ou moins la môme chose. Tous étaient indignés de l'attitude de leur gouvernement.

Parlant récemment à un débardeur du port, celui-ci me fit remarquer que le journal "Il Lavoro" n'était plus lu par les ouvriers, la direction ayant été, depuis quelques mois, changée et confiée à des individus nommés par le Parti fasciste. Un soir en effet, me rendant à Sestri en tramway, je remarquai que personne ne lisait plus ce journal alors que quelque temps auparavant, il n'y avait pas dans le tramway d'ouvrier qui ne tire de sa poche son "Lavoro" pour le lire en rentrant chez lui. Le "Lavoro" n'était plus le journal plus ou moins impartial des premiers mois de la guerre. Il était pire que le "Secolo Decimonono" et le "Giornale di Genova" et l'ouvrier gênois, intelligent, préférait s'en passer entièrement plutôt que de lire tant de nouvelles fausses.

Un de mes derniers souvenirs de Gênes est celui d'une soirée quelques jours avant la déclaration de guerre. Le secrétaire de la section locale du Parti fasciste devait parler Piazza Umberto à 21 h.30. 'e m'y rendis avec quelques amis italiens. La place était remplie de monde. Des haut-parleurs avaient été installés au bas d'un énorme portrait du Duce sur la façade du Palais Rucal. Sur les marches du Palais des groupes d'enfants brandissaient des caricatures de Chamberlain et d'autres dirigeants politiques des Alliés. Ces garçons criaient de temps à autre en coeur: Duce, Ducen ou encore Hitler, Hitlern sans toutefois trouver aucun écho dans la foule. Mes amis et moi constatâmes qu'il n y avait aucun enthousiasme au moment où le dirigeant fasciste commença son discours. Les enfants chantaient les hymnes fascistes et applaudissaient aux endroits voulus. Ce qui nous frappa dans le discours était une allusion aux Italiens qui ont encore de la sympathie pour les Alliés. L'orateur en lut une longue liste, un peu trop longue peut-être pour pouvoir affirmer que tout le peuple est rangé comme un seul homme der-rière le Duce. La liste comprenait aussi les lecteurs de l'"Osservatore Romano", l'unique journal encore lu par la majorité des Italiens. **)
Sans aucun doute l'orateur aura télégraphié à Rome, le soir meme, parlant du succès de la soirée et de l'enthousiasme des Gânois à coléi qui a du succès de la soirée et de l'enthousiasme des Gênois, à celui qui a-vait déjà décidé alors de précipiter son pays dans la guerre, dans l'es-Poir de se sauver de la haine et de la ruine qui tôt ou tard l'auraient

Le lendemain j'ai quitté l'Italie. Je n'oublierai jamais les paroles d'un ani venu à la gare pour prendre congé: "Nous Italiens ne sommes pas tels que nos chefs voudraient le faire croire: Nous sommes des prisonniers dans un pays qui n'attend que sa libération." *)Depuis ce journal a préféré s'abstenir de tous commentaires politiques plutôt que de se voir interdire.